

## A Tunis pour changer le monde

SUITE DE L'ARTICLE DE LA PAGE PRÉCÉDENTE

ment climatique et par la guerre, sous l'emprise des multinationales, des mafias ou de l'islamisme radical et des Etats impérialistes, la solution passe aussi par l'alliance entre société civile locale et pouvoirs municipaux, comme c'est le cas, par exemple, de la ville Marinaleda en Andalousie, où existent des formes nouvelles de participation sociale et citoyenne. Sans abandonner le FSM, il faut maintenant également mettre cette société civile transnationale en mouvement et mettre en réseau ces expériences de transformation sociale, pour promouvoir une justice et une citoyenneté planétaire», souligne le sociologue qui co-organise à Tunis la troisième réunion Towards a World Citizens Movement, qui promeut une justice et une citoyenneté globale.

### «La vigueur de la société civile reste énorme»

Le mouvement altermondialiste peut-il parvenir à imposer des solutions alternatives au modèle capitaliste actuel? Sergio Ferrari y croit: «Notre mouvement a eu des répercussions politiques énormes, notamment en Amérique latine avec l'apparition d'une grande quantité de forces de gauche et l'arrivée au pouvoir de gouvernements progressistes en Bolivie, en Equateur, en Uruguay, au Brésil ou au Venezuela», explique le militant. «Au Maghreb, où les explosions sociales du Printemps arabe exprimaient des valeurs altermondialistes, les mouvements sociaux cherchent aujourd'hui des alternatives aux contre-révolutions arabes», estime encore Sergio Ferrari.

Plus généralement, il considère que le FSM a un rôle important de catalyseur des expériences locales alternatives. «La transformation globale, sachant qu'il n'existe pas de recette miraculeuse et clé en main face à un système hégémonique, passera par la réunion de toutes ces formes de construction de résistance locale, comme celles que l'on voit en France à Sivers et à Notre-Dame-des-Landes, ou au Brésil, le Mouvement de Sans Terre ou en Andalousie avec la récupération des terres à l'abandon», assure-t-il encore. «A la fin de la Guerre froide, tous les espoirs de gouvernance mondiale étaient permis. Depuis, l'espace s'est réduit, mais la vigueur de la société civile, qui affirme qu'un autre monde est non seulement possible, mais aussi nécessaire, est énorme», renchérit Jean Rossiaud. ■

Joël Depommier

AVIS DE DÉCÈS

La section de Genève du Parti suisse du Travail a le regret de faire part du décès de la camarade

**Hélène BÜRKI**

survenu le mardi 17 mars 2015.

Militante de la première heure avec son mari, le regretté Ernest, dit Totor, un hommage lui sera rendu lors de la cérémonie prévue le lundi 23 mars à 14h30 au Centre funéraire de St-Georges.

# Sans-papiers russes, l'indifférence destructrice

**RUSSIE** • Les citoyens russes qui ne disposent pas d'un enregistrement de domicile, la «propiska», se voient privés de nombreux droits et se retrouvent souvent sans-abri. Le point sur leur situation avec Grigory Sverdline et Andrei Chapaev, responsables de l'association pétersbourgeoise de soutien aux sans-abri Nochlezhka.

**D**u 16 mars au 2 avril, l'ONU accueille la 113<sup>ème</sup> session du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Parmi d'autres pays, la Russie est invitée à y présenter les éventuels progrès accomplis en matière de défense des droits humains. L'occasion de nous pencher sur le sort actuel des citoyens russes sans-papiers dans leur propre pays. Rappelons en effet que 5 millions de Russes n'ont aucune existence légale dans leur propre pays du fait de l'absence, dans leur passeport intérieur, de l'enregistrement de leur domicile (*propiska*). La *propiska* est ce statut administratif que les citoyens russes acquièrent lorsqu'ils enregistrent leur lieu de résidence, très souvent lié à celui de la naissance. Cette inscription, dûment tamponnée dans le passeport intérieur, est l'unique clé à une existence administrative et aux droits quelle procure. Si vous perdez votre lieu de résidence, adieu la *propiska*. Les causes de cette perte sont des plus variées: divorce, déménagement, escroquerie, vol des papiers d'identité, accident, chômage, etc. Or, sans *propiska* le citoyen russe n'a plus aucun droit civique et très vite, un sans-papiers devient un sans-abri. Sans ce statut administratif, impossible en effet de chercher un appartement, de trouver du travail, de voyager à l'intérieur du pays, d'exiger que vos droits de citoyen soient reconnus: avoir un toit, un travail, un passeport intérieur, voter, accéder à l'aide sociale, aux soins, aux tribunaux. A St-Petersbourg, pour ces raisons, des dizaines de milliers de personnes survivent dans les conditions les plus précaires. Face à ce constat et depuis plus de 25 ans, l'association Nochlezhka, «un toit pour la nuit» en russe, leur vient en aide. Elle mène diverses actions quotidiennes, comme celle du bus de nuit qui parcourt les quartiers nord et sud de la ville, distribuant des repas chauds et des soins de première nécessité, ou encore celle des tentes de la survie qui, en hiver, hébergent chaque nuit une bonne centaine de personnes. N'ayant que peu d'attentes de la rencontre onusienne et échaudés par le manque de résultats des précédentes sessions concernant les citoyens russes dépouillés de tout droit, les responsables de Nochlezhka, Grigory Sverdline et Andrei Chapaev, ont préféré rester à St-Petersbourg et c'est par Skype qu'ils ont bien voulu répondre à nos questions.

Depuis le dernier examen de la Russie par le Pacte international relatif aux droits civils et politiques il y a 4 ans, avez-vous remarqué des changements dans l'attitude des autorités russes, gouvernement et Douma (parlement), concernant les personnes sans-abri?

**ANDREI CHAPAEV ET GRIGORY SVERDLINE** Ces dernières années ont été marquées par plusieurs initiatives parlementaires visant à interner les sans-papiers dans des camps de travail, tel le projet de Vitaly Milonov, député russe déjà connu pour sa loi criminalisant les homosexuels. Celui-ci a proposé de créer, loin de toute agglomération, des camps de travail pour les sans-abri. Heureusement ces propositions n'ont pas prospéré. En fait, nous remarquons un retour progressif aux modes soviétiques quand il n'y avait ni sans-papier, ni sans-abri puisqu'ils étaient mis systématiquement en prison.

Est-ce que l'opposition politique au gouvernement Poutine s'intéresse aux problèmes liés à la «propiska»?

Difficile à dire, car cette opposition est très disparate. Il y en a cependant qui



«Messieurs, allez au diable avec votre enregistrement», proclame cette banderole du mouvement Vesna déployée sur la Place du Palais de St-Petersbourg en février dernier. Composée principalement de jeunes citoyens ce mouvement a pour objectif l'avènement d'une démocratie où les droits humains seraient respectés. NSS

veulent sincèrement se débarrasser de la «propiska» et autres héritages soviétiques, tel le mouvement Vesna, composé principalement de jeunes citoyens dont l'objectif est de lutter pour l'avènement d'une démocratie où les droits humains seraient respectés.

Pensez-vous que les autorités de St-Petersbourg soutiennent plus le travail de Nochlezhka aujourd'hui qu'il y a quatre ans?

Je dirais d'une façon générale que le fossé entre la société civile et les autorités s'agrandit chaque année et que ces autorités sont plus préoccupées de sauvegarder leurs privilèges que de s'occuper des problèmes sociaux. Cependant, il faut tout de même constater qu'aujourd'hui les administrations locales appuient mieux nos initiatives, telles les tentes de la survie ou le bus de nuit, dont elles subventionnent 10% des frais.

Avez-vous noté des modifications dans l'attitude de la population pétersbourgeoise envers les sans-abri?

Oui l'attitude évolue lentement, nous enregistrons plus d'initiatives civiles qu'il y a trois ou quatre ans. Nochlezhka reçoit plus de vêtements, de nourriture et des dons en argent. Nous recueillons aussi plus de demandes pour le bénévolat.

«Nous craignons 30% de sans-abri en plus dans les 2 ans qui viennent»

Est-ce que la crise économique russe affecte les tâches de Nochlezhka?

Très certainement. Premièrement, Nochlezhka enregistre plus de sans-papiers, plus de sans-abri. Nous craignons une hausse de 30% dans les 2 ans qui suivent. Deuxièmement, les dons diminuent et de nombreuses entreprises ont annulé leurs programmes de bienfaisance. On note aussi par exemple que des restaurants qui cuisinaient gratuitement les repas pour le bus de nuit ne peuvent plus le faire aujourd'hui.

Concernant les sans-papiers, on entend de nombreuses rumeurs d'esclavage. Qu'en est-il? Ce ne sont pas des rumeurs. Trop souvent, les sans-papiers sont engagés sur des chantiers ou dans des exploitations agricoles contre la promesse d'un

saire décent, de conditions d'hébergement acceptables ou d'une régularisation du statut administratif. Il n'en est rien. Ces travailleurs sont simplement exploités, pas payés, à peine nourris, souvent battus, et ils ne peuvent se plaindre aux autorités puisqu'ils n'ont pas d'existence administrative. De plus, et surtout en ces temps de difficultés économiques, le système dans son ensemble trouve un intérêt évident à conserver cette main-d'œuvre gratuite et ferme les yeux devant les abus criants et répétés.

Récemment, un jeune couple a été arrêté à Moscou. Ils avaient tué entre sept et douze sans-abri afin de nettoyer les rues. Ce genre de «nettoyage» social a-t-il aussi lieu à Saint-Petersbourg?

Malheureusement oui. Moscou n'est

pas une exception, d'autres villes sont également frappées par ce phénomène.

Nochlezhka existe depuis plus de 25 ans, existera-t-elle encore dans dix ans?

J'espère que nous serons encore présents tant que le problème de la «propiska» existera. Pour l'instant, nous voulons lancer divers projets, comme des douches pour les sans-abri, ce qui n'existe actuellement pas, ou des centres d'accueil réservés aux femmes sans-abri, sans-papiers. Nous espérons bien entendu de grands changements positifs quant au sort des sans-papiers et sans-abri. ■

Propos recueillis par Pierre Jaccard, Nochlezhka Suisse Solidaire

Plus d'infos sur [suissesolidaire.org](http://suissesolidaire.org)

## Avec Ayman Odeh, la liste prônant l'union des Arabes et des Juifs devient la troisième force politique d'Israël



Au-delà de la victoire de Benjamin Netanyahu, qui ne laisse rien présager de bon pour le futur des relations israélo-palestiniennes, l'événement marquant des élections israéliennes du 17 mars dernier est sans doute le résultat historique de la liste arabe unie, qui regroupait le parti d'extrême gauche communiste Hadash (dont les membres sont Juifs et Arabes), ainsi que différents partis arabes (les nationalistes de Balad, le Mouvement arabe pour le renouveau et le Mouvement islamique). Pour la première fois dans l'histoire d'Israël, un regroupement de partis arabes devient ainsi la troisième force politique du pays avec 14 sièges à la Knesset (contre 30 pour le Likoud et 24 pour l'Union sioniste). Emmenée par Ayman Odeh (photo), avocat arabe israélien de Haïfa, la formation prône l'union des citoyens israéliens juifs et arabes, l'égalité et la justice sociale et une attention particulière aux classes défavorisées, fragiles et marginalisées de la société israélienne. «Aujourd'hui, nous donnons notre réponse au racisme et à ceux qui veulent nous exclure», a affirmé le leader le jour de l'élection, selon l'agence de presse palestinienne Maannews, qui relève également une participation particulièrement élevée de la population arabe israélienne, contrairement à de précédentes élections. Pour rappel, les Arabes israéliens, représentent environ 20% de la population israélienne. Descendants des Palestiniens restés sur leurs terres lors de la création de l'Etat d'Israël en 1948, ils subissent de nombreuses discriminations au sein de l'Etat d'Israël.